



Liminaire visite Directeur Général

Messieurs bonjour,

Notre liminaire de ce jour ne se limite pas seulement à la venue du Directeur Général mais a aussi une portée globale en tant que fonctionnaire d'État et en tant que citoyen lambda.

En effet, il est aujourd'hui impossible de dissocier la sphère privée de la sphère publique tant les impacts des différentes politiques menées successivement vont à l'encontre du lien social. La seule politique devenue une obsession est la logique budgétaire pour tout au détriment de l'humain mis au banc des accusés. Celui-ci n'est plus qu'une charge au sens comptable et une variable d'ajustement, au mieux un consommateur asservi.

Nous savons très bien que vous n'aurez pas les réponses à nos interrogations, ceci en dit long sur la démonstration d'affichage du jour.

Nous savons pertinemment que nous sommes aujourd'hui dans une opération de communication, rien de plus.

Nous sommes habitués à entendre les mêmes discours, vides, sans réponse, d'attente, de mépris de la part de ceux qui devraient au contraire nous aiguiller, nous orienter, nous rassurer.

Sinon à quoi bon postuler pour des postes aussi important que les vôtres, si ce n'est, nous l'espérons, pour servir l'intérêt général ?

Le nouveau réseau de proximité (NRP) et la démétropolisation font disparaître la DGFIP dans les zones rurales. Ce qui nous est proposé aujourd'hui est un démantèlement soigneusement orchestré par nos élites au détriment des exécutants besogneux, fidèles à la tâche, absent des récompenses.

Pire les agents voient leurs conditions de travail et de rémunération se dégrader toujours plus malgré leur investissement. Et encore on leur reproche de ne pas sourire, de ne pas applaudir car tout ceci serait « dans leur intérêt ».

Mais où va-t-on ?

Qui pourrait croire que ces réformes vont dans le sens de l'intérêt général ?

Sous couvert de construire un nouveau réseau, vous sabrez l'ancien. Le ministre DARMANIN vise la disparition des trésoreries remplacées par des permanences dans des Maisons France Services financées par les collectivités locales.

Pour faire court, il s'agit là de la liquidation d'un service public de proximité et de qualité.

La concertation proposée nationalement dans les directions locales n'est qu'un leurre, car il n'y pas d'espace de négociation sur le volume de suppression de postes, ni sur celui de postes déplacés. Rien non plus sur le nombre de services supprimés ou déplacés.

Qui pourrait dès lors nous parler de concertation ?

Les règles de gestion tant au local qu'au national s'endurcissent fortement ce qui amoindrit encore davantage le rôle des représentants du personnel, pourtant garants des droits de chacun.

Comme si cela ne suffisait pas, et dans un esprit Stakhanoviste de tous les instants dont la logique est d'embrouiller le cerveau du citoyen lambda, voici venu le temps du désespoir.

Le gouvernement, non content de griser notre quotidien, s'attaque désormais à la sacro sainte retraite, ultime espoir de vie après le travail et de récompense pour une vie de labeur.

Cette politique de nivellement par le bas, de compétition, de jalousie exacerbée nous amène tout droit à une réforme au rabais pour tous sauf bien évidemment pour les intérêts particuliers de quelques-uns.

FO DGFIP n'a jamais nié les évolutions nécessaires pour l'administration mais modernisation ne doit pas rimer avec régression c'est pourquoi FO DGFIP mettra tout en œuvre pour freiner les projets qui lui semblent destructeurs pour les agents, les missions, le réseau et le service public pour tous.

Délégation F.O.-DGFIP 78 :
Erwan LE POMMELEC – Monaïm DOUITE – Pierre-Alain BOMET
Julien TATINCLAUX – Alain BOUM

